

6.3. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET BDI/A-8

Entités des NU chargées de mise en œuvre : PNUD		Domaine Prioritaire : Paix & gouvernance
Ministère de tutelle : Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de la Réintégration Sociale		
Titre du Projet	Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke	
Couverture géographique	Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke	
Budget approuvé	1,787,553 US\$	
Décision de transfert de fonds par NY	21 Mai 2009	
Date de démarrage : 02/10/2009	Date prévue pour la clôture du projet : 31 / 12 / 2010	
Retard par rapport à la date de clôture: pas de retard	Commentaires: même si quelques activités prévues au cours du trimestre sont reportées au trimestre suivant, il n'y a pas de retard envisageable. Dès que les bénéficiaires de divers appuis du projet seront déterminés en avril, la mise en œuvre effective de toutes les activités va directement suivre. Sauf imprévus, la planification des activités suit son cours normal.	

Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Réalisations
Résultat 1: Les populations affectées par les crises sont réintégrées de manière pacifique dans leurs communautés d'origine et/ou d'accueil	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire précédant le démarrage des activités du projet, avec un accent particulier sur la promotion de la réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits locaux. Reboiser en projet HIMO (600 jeunes x 3 mois x 40 \$) Identification des infrastructures sociales de base à réhabiliter, préparation des dossiers pour la publication d'appels d'offres et recrutement des entreprises. Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en relation directe avec les activités de réhabilitation des infrastructures. Elaboration-explication de la stratégie de mise en œuvre de l'appui à l'auto construction des maisons en faveur des populations déplacées à réinstaller dans leur commune d'origine, et établissement-validation des listes des bénéficiaires de cet appui. 	<ul style="list-style-type: none"> Une (1) ONG partenaire d'exécution, pour la réalisation de cette activité dans les 9 communes d'intervention prioritaires des 3 provinces couvertes par le projet, a été recrutée à l'issue d'un processus d'appel à propositions et d'évaluation des offres à travers le CISNU. La réalisation de l'activité démarrera au mois d'avril 2010. Trois (3) ONGs partenaires d'exécution, pour la réalisation de cette activité dans les 9 communes d'intervention prioritaires des 3 provinces couvertes par le projet, ont été recrutées. Douze (12) infrastructures (6 écoles ou infrastructures connexes comme les latrines ; 3 centres de santé ; 1 adduction d'eau potable ; 1 marché et 1 salle polyvalente) ont été identifiées et validées à travers des processus participatifs et largement inclusifs Les leaders féminins ont été impliqués ; ceci dans le souci que les femmes soient associées à toutes les étapes du projet. Les modalités d'exécution sont en cours d'analyse. L'activité est reportée au 2ème trimestre 2010 et accompagnera les travaux de réhabilitation/reconstruction des infrastructures retenues. L'établissement du profil socioéconomique de tous les déplacés situés dans la zone de couverture du projet est en cours dans 11 sites répartis dans 7 des 9 communes. La sélection des bénéficiaires se fera sur base des critères de vulnérabilité. Le profil socioéconomique va être dressé sur près de 3 500 ménages de déplacés vivant encore sur ces sites.

<p>Résultat 2 : Les mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités est rétabli.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Ateliers de formation à l'intention des élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration locale en matière de réintégration et relèvement. Campagne de sensibilisation à travers les médias (radios, journaux et TV) et Conception d'affiches et matériel de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> Une (1) ONG partenaire d'exécution, pour la réalisation de cette activité dans les 9 communes d'intervention prioritaires, a été recrutée. La réalisation de l'activité démarrera au mois d'avril 2010. L'activité a été fusionnée avec la campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire et avance donc au même rythme (voir ci-dessus).
<p>Résultat 3 : Les populations affectées par les conflits ont accès à des moyens de subsistance durables</p>	<p>Il n'y avait pas d'activités qui étaient prévues pour le trimestre sous-revue</p>	<p>Les filières et/ou secteurs jugés porteurs pour le développement des activités génératrices de revenus en faveur des groupes cibles du projet ont été validés avec les acteurs provinciaux œuvrant dans le domaine du mouvement associatif, ainsi que quelques leaders des associations actives dans ce domaine.</p> <p>Un protocole d'entente, avec la FAO, portant sur le renforcement de la filière du conditionnement et de la transformation du poisson de Lac au Burundi et appui à sa commercialisation, en faveur de 350 bénéficiaires dans la zone du projet, est en cours de signature.</p>
<p>Résultat 4 : Les capacités nationales en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration sont renforcées.</p>	<p>Pas d'activités qui étaient planifiées pour la période de janvier-mars 2010.</p>	<p>L'initiative du Gouvernement, d'élaborer le plan d'action de mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations affectées par le conflit, déjà élaborée avec l'appui du projet et adoptée par le Conseil des Ministres, le 18 février 2010, a été appuyée par le projet au cours du trimestre sous revue.</p>
<p>Taux d'exécution budgétaire: 18.47 %.</p>		
<p>Les contraintes majeures :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les procédures de recrutement des partenaires d'exécution des travaux HIMO autour du reboisement ayant été longues, la période initialement planifiée pour le démarrage (janvier-février 2010) a été dépassée, raison pour laquelle les travaux sont reportés à la prochaine saison des pluies (vers septembre-octobre 2010) pour avoir dépassé la date limite techniquement indiquée pour ce genre de travaux (15 mars de l'année). Le processus d'établissement du profil socioéconomique des groupes cibles qui risque de prendre plus de temps qu'initialement envisagé ; ce qui retarde la sélection des bénéficiaires pour les appuis spécifiques prévus par le projet et le démarrage des activités correspondantes. 		
<p>Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les infrastructures sociales de base proposées pour réhabilitation/reconstruction ayant été identifiées et proposées à travers un processus largement participatif et inclusif, la mise en œuvre de ce volet du projet sera soutenue et l'implication des communautés garantie. A l'instar de ce qui a déjà été fait auprès d'une partie des déplacés encore sur sites souhaitant regagner leurs communautés d'origine, les informations constituant le profil socioéconomique des groupes cibles sont de nature à faciliter la sélection des bénéficiaires pour les différents appuis prévus par le projet. Ceci constitue un atout pour atteindre l'objectif recherché d'appuyer la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises. 		
<p>Prochaines étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Campagne et conception du matériel de sensibilisation et de mobilisation communautaire autour de la promotion de réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits locaux et médiatisation de cette campagne et les autres activités du projet. Ateliers de formation des élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration locale en matière de réintégration et relèvement. Etablissement-validation des listes d'au moins 500 bénéficiaires des appuis à l'auto-construction des maisons pour les ménages des déplacés vulnérables souhaitant retourner dans leurs communautés d'origine et démarrage de mise en œuvre de ces appuis . Travaux HIMO autour de la réhabilitation des pistes de désenclavement par les jeunes. Réhabiliter/construire les infrastructures sociales de base retenues et sensibilisation sur la citoyenneté en relation avec ces activités. 		